

ARRETE 34\_2024  
PERMISSION DE VOIRIE et PERMIS DE STATIONNEMENT

**OBJET :** Permission de voirie et permis de stationnement pour des travaux 24 rue René Cassin.

**Nous, Jean-Louis HORMIERE, Maire de la Commune de PUYLAURENS,**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relativement aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2211.1 à L 2213.6 ;

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-3, R 411-4, R 411-8 et R411-25 ;

Vu le Code pénal et notamment l'article R 610-5 ;

Vu l'instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (livre 1 – cinquième partie – signalisation d'indication) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

Considérant la demande en date du 04 mars 2024 par laquelle la société EOS TELECOM représentée par M. ABDELHALIM Med demande l'autorisation de réaliser des travaux de création de tranchée pour la mise en place de la fibre, au niveau du 24 rue René Cassin, il y a lieu pour des raisons d'encombrement et de sécurité, de réglementer le stationnement.

**ARRETE**

**Article 1er :** En raison du chantier mobile sur les voies citées en objet sur la commune de Puylaurens, prévu à partir du 11 mars 2024 pour une durée de 90 jours calendaires réalisés par la société EOS TELECOM la circulation et le stationnement de tous les véhicules risque d'être modifiée.

**Article 2 :** La signalisation de modification de circulation, de stationnement, de restriction et de protection du chantier sera à la charge et sous la responsabilité du permissionnaire. Le chantier devra être signalé de jour comme de nuit pour assurer la sécurité des piétons et des véhicules. Ces règles de circulation seront signalées aux usagers par des panneaux convenablement placés, conformément aux dispositions du livre I, huitième partie – signalisation temporaire-, de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

**Article 3 :** Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

**Article 4 :** Les travaux ne pourront débuter tant que l'implantation de la tranchée n'aura pas été validée par les services de la commune. Un état des lieux contractuel sera effectué avec les services municipaux avant le début du chantier. Une réception sera effectuée pour valider la remise en état. A défaut, l'entreprise titulaire de l'arrêté devra réaliser les travaux nécessaires à une bonne finition.

**Article 5 :** Les travaux devront être entrepris au plus tôt le 11 mars 2024 à 8 heures et terminés au plus tard le 11 juin 2024 à 18 heures. En cas d'inexécution des travaux dans ce délai, l'autorisation sera réputée caduque, sauf reconduction expresse consentie par le Maire.

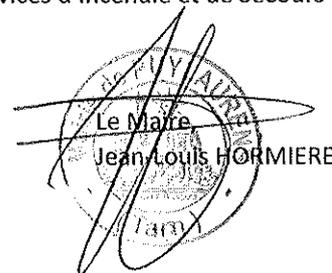
**Article 6 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié, affiché en Mairie ainsi qu'au droit du chantier.

**Article 8 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Tarn, le Policier de Municipal, sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la gendarmerie de Puylaurens, au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Tarn.

Fait à PUYLAURENS le 07/03/2024.

  
Affichage le 07/03/2024.

  
Le Maire  
Jean-Louis HORMIERE

**ARRETE 33\_2024**  
**ARRETE DE CIRCULATION**

**OBJET :** Circulation modifié pour des travaux sis 24 rue René Cassin

**Nous, Jean-Louis HORMIERE, Maire de la Commune de PUYLAURENS,**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relativement aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2211.1 à L 2213.6 ;

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-3, R 411-4, R 411-8 et R411-25 ;

Vu le Code pénal et notamment l'article R 610-5 ;

Vu l'instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (livre 1 – cinquième partie – signalisation d'indication) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

Considérant la demande en date du 04 mars 2024 par laquelle la Société EOS TELECOM, représentée par M. ABDELHALIM Med, demande l'autorisation de réaliser des travaux de création de tranchée pour passer la fibre optique au niveau du 24 rue René Cassin, il y a lieu pour des raisons d'encombrement et de sécurité, de réglementer la circulation de tous les véhicules sur la voie citée en objet pendant la durée du chantier.

**ARRETE**

**Article 1er :** En raison du chantier mobile sur les voies citées en objet sur la commune de Puylaurens, prévu à partir du 11 mars 2024 et pour une durée de 90 jours calendaires, réalisés par la société EOS TELECOM la circulation de tous les véhicules se fera sur une seule voie alternée par des feux tricolores (ou manuelle au droit du chantier).

**Article 2 :** La signalisation de modification de circulation, de restriction et de protection du chantier sera à la charge et sous la responsabilité du permissionnaire. Le chantier devra être signalé de jour comme de nuit pour assurer la sécurité des piétons et des véhicules. Ces règles de circulation seront signalées aux usagers par des panneaux convenablement placés, conformément aux dispositions du livre I, huitième partie – signalisation temporaire-, de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

**Article 3 :** Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

**Article 4 :** Les travaux ne pourront débuter tant que l'implantation de la tranchée n'aura pas été validée par les services de la commune. Un état des lieux contractuel sera effectué avec les services municipaux avant le début du chantier. Une réception sera effectuée pour valider la remise en état. A défaut, l'entreprise titulaire de l'arrêté devra réaliser les travaux nécessaires à une bonne finition.

**Article 5 :** Les travaux devront être entrepris au plus tôt le 11 mars 2024 à 8 heures et terminés au plus tard le 11 juin 2024 à 18 heures. En cas d'inexécution des travaux dans ce délai, l'autorisation sera réputée caduque, sauf reconduction expresse consentie par le Maire.

**Article 6 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié, affiché en Mairie ainsi qu'au droit du chantier.

**Article 8 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Tarn, le Policier de Municipal, sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la gendarmerie de Puylaurens, au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Tarn.

Fait à PUYLAURENS le 07/03/2024.

Affichage le 07/03/2024.

